

Appropriation culturelle

UN SPECTACLE SUR LES AMÉRINDIENS ANNULÉ AU QUÉBEC

MONTRÉAL • CORRESPONDANCE

Kanata, le dernier spectacle de l'auteur-acteur-metteur en scène québécois Robert Lepage, coproduit avec la fondatrice du Théâtre du Soleil,

Ariane Mnouchkine, proposait « une nouvelle lecture de l'histoire du Canada à travers le prisme des rapports entre Blancs et autochtones ». La pièce devait être présentée à la Cartoucherie du bois de Vincennes, en décembre, avant de venir au Québec en 2020. Mais dans une tribune publiée mi-juillet dans le quotidien *Le Devoir*, des artistes et des universitaires autochtones se sont dits « saturés d'entendre les autres raconter [leur] histoire » après avoir égrené les profils de ceux qui l'ont déjà fait : des aventuriers jusqu'aux

réalisateurs de westerns, en passant par les penseurs des Lumières et les anthropologues. « M^{me} Mnouchkine a exploré nos territoires, elle n'a plus besoin de nos services. Exit! Elle aime nos histoires, mais n'aime pas nos voix », poursuivaient-ils.

« INTIMIDATION INIMAGINABLE »

Les auteurs de la tribune déploraient l'absence d'acteurs autochtones dans la pièce, de collaboration, et regrettaient aussi que les promesses du gouvernement canadien d'inclure les autochtones ne soient pas respectées. Après une rencontre avec Robert Lepage, Ariane Mnouchkine et un groupe d'artistes autochtones, la controverse semblait terminée. « Tant M. Lepage que M^{me} Mnouchkine ont fait preuve d'une grande écoute », avait alors assuré la réalisatrice abénaquise Kim O'Bomsawin.

Malgré cela, le Conseil des arts du Canada a décidé de ne pas financer la production – ce qui a été fatal au projet. Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil ont dénoncé « une intimidation inimaginable dans un pays démocratique, exercée en grande partie sur les réseaux ». Ils ont affirmé qu'ils prendraient le temps « pour réfléchir à la façon de répondre, avec les armes non violentes de l'art théâtral ». Par ailleurs, M^{me} Mnouchkine a indiqué qu'elle envisageait de mettre sur pied un festival de théâtre autochtone à la Cartoucherie.

L'annulation de la pièce n'a pas seulement fait réagir dans le milieu artistique. Certains politiciens ont aussi dénoncé une forme de censure. Ainsi, le chef du Parti québécois (PQ, souverainiste), Jean-François Lisée, a dénoncé « les pressions des censeurs et la faiblesse morale des

coproducteurs [qui] ne doivent pas avoir le dernier mot en matière de liberté artistique ». La Coalition Avenir Québec (droite, fédéraliste) a qualifié la décision de « regrettable », craignant qu'elle mette « à mal la liberté d'expression de nos artistes ». Surtout, les controverses entourant les spectacles *Kanata* et *SLAV* – ce dernier a été déprogrammé du Festival international de jazz de Montréal, début juillet, car sa distribution était jugée « trop blanche » – ont ramené le concept d'appropriation culturelle sur le devant de la scène.

Bien que la notion soit assez complexe, on entend généralement par appropriation culturelle l'exploitation, par une personne ou un groupe appartenant à la culture majoritaire, des biens matériels et immatériels issus de pays anciennement colonisés ou de minorités historiquement

opprimées. On parle aussi d'appropriation culturelle quand on commercialise un élément culturel d'une minorité sans qu'elle puisse en tirer profit ou encore quand on le dénature.

« Au-delà de cette troublante situation, il nous faudra bien, tôt ou tard, tenter de comprendre, calmement et ensemble, ce que sont fondamentalement l'appropriation culturelle et le droit à une expression artistique libre », a fait savoir Robert Lepage dans un communiqué. Le débat se poursuit encore. La section jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ, fédéraliste) a demandé au gouvernement de « sensibiliser davantage » le milieu culturel aux enjeux liés à l'appropriation culturelle, alors que la campagne pour les élections provinciales débute cette semaine. ♦

AGNÈS CHAPSAL

